

PROPOSITIONS POUR UNE EUROPE QUI REPREND ESPOIR

MANDATURE 2024-2029



emmaüs

EUROPE

PROVOCATEURS DE CHANGEMENT

Créé en 1949 en France, Emmaüs est un mouvement international présent dans 20 pays d'Europe qui accueille de façon inconditionnelle toutes celles et ceux qui ont besoin d'un toit, d'un abri ou de se reconstruire. Le mouvement Emmaüs est aussi un pionnier de l'économie circulaire. Engagé historiquement dans une activité de chiffonnier pour auto-financer son action, il est devenu un acteur essentiel des filières de réemploi en Europe. **Nous croyons dans une Europe qui tire l'humanité vers le haut.**

UNE EUROPE SOLIDAIRE ET PROTECTRICE DES PLUS FRAGILES

Suite à l'inflation de ces dernières années, les groupes Emmaüs d'Europe ont vu se dégrader la situation des personnes accueillies et des familles accompagnées. Par ailleurs, malgré une hausse des besoins due à la crise du COVID-19 et aux tensions croissantes sur notre continent, les coupes budgétaires dans les services publics de santé, particulièrement de santé mentale, exacerbent le manque d'accès aux soins psychiques dans plusieurs pays. Cela freine la prise en charge de personnes fragilisées par des situations précaires ou des parcours migratoires difficiles.

Le plan d'action pour le socle européen des droits sociaux a permis des avancées importantes notamment avec la création de la plateforme sans abrisme, mais il reste encore à faire.

■ **Priorité aux plus vulnérables.** Nous appelons à donner la priorité aux plus vulnérables dans la construction de toutes les politiques, garantissant une protection renforcée de ces personnes et des opportunités équitables.

■ **Pour un agenda social plus ambitieux.** Nous demandons un programme social ambitieux, assurant à chacun-e un accès à des services essentiels accessibles, abordables et de qualité, tels que l'éducation, les soins de santé, le logement, le transport, l'énergie, l'alimentation de qualité, l'eau, les services sociaux et les outils numériques.

- **Pour une justice sociale interconnectée à la justice écologique.** Nous préconisons une transition juste, permettant aux foyers les plus modestes de faire des économies d'énergie et de transport et le renforcement du principe du pollueur-payeur. Les 86 milliards alloués au fond social pour le climat (2026-2032) doivent être abondés à la hauteur des besoins à venir.
- **Pour un accès à la protection sociale, au revenu minimum et à un salaire décent.** Nous soutenons l'accès pour tous-tes à une protection sociale, un revenu minimum qui représente au moins 60% du niveau de vie médian dans chaque pays de l'UE dès la majorité et un salaire décent. En parallèle il est nécessaire, partout en Europe, de lutter contre le chômage de longue durée et proposer des parcours d'insertion de qualité. Pour croiser ces enjeux avec ceux du Green deal, nous proposons que l'Europe soit motrice pour développer un revenu de transition écologique permettant d'amortir les chocs de changement de modèle économique vers la post croissance.
- **Pour une solidarité internationale renforcée** prenant en compte les effets des changements climatiques et non conditionnée à des accords migratoires.
- **Pour une meilleure prise en charge des enfants placés et un accompagnement vers l'autonomie passé 18 ans.** Un nombre trop important d'enfants placés se retrouvent à la rue après leurs 18 ans notamment avec des problèmes d'addictions, d'accès au logement, à l'emploi ou à un accompagnement psycho social. Nous souhaitons que l'Europe se saisisse de cette question pour permettre à ces enfants de sortir des institutions publiques en capacité de vivre leur vie d'adulte.
- **Pour une égalité des genres et contre toutes les discriminations.** Nous plaçons en faveur de l'intégration, au sein de toutes les politiques européennes, de critères visant à combattre les inégalités entre les genres, à éliminer toutes les formes de discrimination, et à favoriser un traitement équitable ainsi qu'une représentation égale pour tous-tes.
- **Pour la construction d'une Europe de paix :** l'Europe doit continuer de soutenir l'Ukraine dans sa défense contre l'invasion russe mais pour préparer un futur de paix elle doit aussi limiter la course à l'armement dans laquelle elle est de nouveau engagée ces dernières années et soutenir les réseaux pacifistes.

UNE EUROPE ÉCONOMIQUE QUI PRÉSERVE NOTRE AVENIR COMMUN

Depuis les années 40, le mouvement Emmaüs en Europe est précurseur dans l'économie circulaire. Il génère des revenus principalement par le réemploi d'objets donnés, collectés, et parfois réparés, pour les revendre ou les redistribuer.

Tout en concentrant nos efforts sur cette activité, nous sommes pleinement conscients des enjeux écologiques mondiaux, notamment de l'impact des changements climatiques sur les plus vulnérables, les déplacements de populations et les crises associées. Nous aspirons à une Europe engagée dans la prise de conscience de ces questions, avec le sérieux nécessaire pour susciter l'espoir. Bien que les premiers pas du Green Deal soient encourageants, nous appelons à aller plus loin.

■ **Pour une priorité au réemploi et à la réutilisation.** Nous demandons que les schémas de Responsabilité Elargie des Producteurs supportent pleinement la hiérarchie des déchets sur toutes les filières et dans toute l'UE. Cela implique de donner la priorité aux activités de réutilisation, de réparation et de préparation en vue de la réutilisation. En effet, le réemploi et la réutilisation sont plus économe en énergie et créent plus d'emplois que le recyclage.

■ **Assurer une place privilégiée pour l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans le secteur de la collecte, de la gestion des déchets et du réemploi en Europe.** Les associations de chiffonniers et plus largement les acteurs de l'économie sociale et solidaire ont été les pionniers de l'économie circulaire. L'impact social de leurs actions, en plus de leur expertise écologique dans le domaine du réemploi, justifie de la place importante à leur accorder dans les filières de gestion des déchets. Un pourcentage spécifique de l'accès au gisement doit leur être dédié.

■ **Pour réguler la production de biens.**

Les initiatives de réemploi et de recyclage ne devraient pas être de simples solutions à une surproduction constante, au mépris des droits sociaux et de l'écologie dans les pays producteurs. Il est impératif de fixer des objectifs de réduction des mises sur le marché par filière et d'assurer une surveillance efficace. En parallèle, il est crucial de poursuivre les travaux engagés sur l'écoconception des produits, favorisant ainsi leur réutilisation.

■ **Pour renforcer les critères environnementaux et sociaux dans les marchés publics.**

Nous soutenons des lignes directrices plus strictes et un leadership accru dans les marchés publics verts et sociaux, encourageant l'inclusion accrue de clauses sociales, de contrats réservés et de critères environnementaux dans toutes les procédures d'appel d'offres.



UNE EUROPE DES DROITS HUMAINS, POUR TOUS LES HUMAINS

Progressivement l'Europe s'est éloignée des droits humains dans sa politique migratoire. Les groupes Emmaüs en témoignent par leur action d'accueil des victimes de push back sur la route des Balkans et en Méditerranée ainsi que des personnes à la rue dans le reste de l'Europe.

Nous appelons à une Europe qui revienne aux principes de la Déclaration Universelle des droits humains et de la Convention de Genève. Une Europe qui se souvienne qu'elle s'est dressée en disant « Plus jamais ça ».

Les directives adoptées dans le nouveau pacte migration et asile ne respectent pas l'esprit de ces textes. Nous préconisons de rejeter le pacte tel qu'il a été négocié et reprendre ce travail avec les objectifs suivants :

■ **Pour le respect de l'article 13 de la Déclaration Universelle des droits humains**, nous demandons le retour d'une réelle politique de visas. L'article 13 de la DUDH : « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » Or, il est aujourd'hui pratiquement impossible d'obtenir un visa pour venir en Europe depuis l'Afrique et certains pays d'Asie. Obtenir l'asile au péril de sa vie est pratiquement devenu la seule solution pour venir en Europe. Cette politique est incompatible avec les droits humains.

■ **Droit d'asile - pour un accueil digne et le refus de voir des familles et des enfants à la rue**, nous demandons la remise en cause du principe de pays de lère entrée et des moyens pour mettre en œuvre la Directive Accueil. Le règlement de Dublin a créé trop de pauvreté en interdisant aux exilé-es de demander l'asile dans le pays où ils avaient des attaches et les obligeant à retourner dans leur pays de lère entrée. Ce principe n'est pas remis en cause par le pacte. L'attente de 18 mois pour demander l'asile en tant que « dubliné » sans droits ni soutien a conduit des familles à la rue, créant des conditions de précarité graves et imputables aux politiques migratoires elles-mêmes. Les demandeur-ses d'asile doivent pouvoir choisir le pays où se reconstruire. L'accès à un logement, aux soins de santé et au marché du travail prévus dans la directive accueil de 2013 doit être amélioré.

■ **Pour un arrêt des financements des régimes autoritaires et de la militarisation des frontières**, nous demandons la fin de l'externalisation des frontières, la restructuration de Frontex et la réaffectation de la majorité de son budget vers l'accueil. Nous demandons l'arrêt de l'externalisation des frontières européennes et des accords de réadmissions avec des régimes autoritaires qui compromettent la sécurité et les droits des personnes exilées. En accord avec la Convention de Genève, l'Europe doit mettre fin aux refoulements et cesser la militarisation des frontières incarnée par l'agence Frontex. Le budget de Frontex a explosé, passant de 6 à 845 millions d'euros en 14 ans. Réallouons l'essentiel de ces fonds vers le sauvetage en mer, un accueil digne et l'intégration des personnes exilées.

■ **Pour promouvoir l'intégration**, nous appelons à des politiques favorisant l'intégration sociale et économique des exilé.es, assurant leur accès à un travail, un logement, un accueil digne et une inclusion durable. Il faut un engagement ferme envers la diversité et l'inclusion, reconnaissant la richesse des différentes cultures et identités au sein de l'Union européenne.



EMMAÛS EUROPE
47, av. de la Résistance
93 100 Montreuil France
33 (0)1 41 58 25 70
emmaus-europe.org



emmaüs
EUROPE